
BARCELONE – HLG M : Mot d'ouverture et remarques introductives

Lundi 22 octobre 2018 – 10h15 à 10h45 CEST

ICANN63 | Barcelone, Espagne

BRAD WHITE : Messieurs, dames, nous vous demandons de bien vouloir prendre place. Nous allons commencer dans quelques instants.

Messieurs, Dames, si vous voulez bien prendre place ; nous allons commencer dans une minute. Merci.

Comme la plupart d'entre vous le savent, cette réunion des gouvernements a lieu tous les deux ans, en conjonction avec la réunion de l'ICANN ainsi qu'en conjonction avec la réunion du Comité consultatif gouvernemental. Les discussions d'aujourd'hui sont évidemment très importantes. Vous allez délibérer sur les enjeux techniques et politiques auxquels est confrontée l'ICANN en lien avec sa mission qui est de toujours travailler sur un Internet en changement continu.

Nous allons donner l'opportunité à des représentants de gouvernements de prendre la parole et de faire des interventions dans notre discussion. Je passe la parole au représentant espagnol.

FRANCISCO POLO : C'est un grand honneur pour moi, de mon pays, de vous accueillir séance, cette quatrième réunion. Il s'agit d'un forum qui rassemble

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier, mais pas comme registre faisant autorité.

des délégations de plus de 90 pays. Nous avons également des organisations intergouvernementales du monde entier qui sont représentées dans le cadre de cette 63^e réunion de l'ICANN.

En tant que pays hôte, cette réunion intergouvernementale de très haut niveau est de la plus haute importance.

J'ai l'honneur aujourd'hui de vous donner la bienvenue en Espagne, un pays ouvert et solidaire, un pays qui n'a pas peur de relever les défis de l'avenir, un pays qui veut devenir un acteur clé dans les discussions qui doivent rendre notre monde un meilleur endroit, un pays qui veut être à la tête du progrès dans le monde numérique, un pays qui souhaite rester un point de rencontre, un pays en définitive qui regarde l'avenir avec beaucoup d'optimisme. Les Espagnols, comme je vous ai dit alors de l'ouverture, nous nous saluons, nous nous embrassons et aujourd'hui nous voulons nous embrasser pour vous souhaiter la bienvenue à cette importante réunion.

Depuis sa création en 2012, cette réunion gouvernementale de haut niveau sert à poser les bases du débat sur l'évolution de la gouvernance de l'Internet. Les gouvernements sont des acteurs majeurs dans ce domaine, car la responsabilité de l'État est d'agir là où l'initiative privée ne peut pas le faire, ou là où il faut une vision à plus long terme ou bien, comme le cas qui nous occupe, où il faut, de manière urgente, garantir les droits fondamentaux des personnes.

La digitalisation ne pourra pas résoudre de manière spontanée les plus grandes difficultés de notre société. Bien au contraire, il y a des problèmes qui ne font que s'aggraver. C'est pour cela que nous, ici

présents, nous avons une responsabilité, une responsabilité qui ne fait que s'accroître à mesure que se développe l'économie numérique et c'est pour cela qu'il n'y a pas de temps à perdre. La digitalisation, c'est un remous qui peut être dévastateur et qui peut créer des fractures sociales plus importantes, mais cela peut servir aussi pour secouer les consciences et pour résoudre et substituer ce qui ne marche pas par des choses qui fonctionnent, par exemple pour s'assurer qu'une personne qui a du talent, indépendamment de ses revenus ou de son lieu d'origine, puisse accéder à une meilleure éducation à travers l'Internet.

Quand on parle de la gouvernance de l'Internet, on parle de la gestion des ressources critiques de l'Internet ; c'est-à-dire de la gestion des adresses et des noms de domaine comme .com ou .es ou les noms des protocoles de communication. Quand on parle de gouvernance de l'Internet, on parle de garantir les droits fondamentaux des individus. On parle du droit à la vie privée, à la protection des données à caractère personnel, la protection des droits de propriété intellectuelle et industrielle, la liberté d'expression et les droits de l'homme. On parle également des difficultés que créent les juridictions par rapport aux services mondiaux, la prévention d'abus, la lutte contre le spam ou le cyberdélit. Quand on parle de gouvernance, on parle aussi de la promotion des cultures, la promotion des langues sur Internet. On parle de l'amélioration de la connexion Internet des pays en développement et du maintien de l'intégrité et l'interopérabilité et la sécurité du réseau.

Et dans cet ensemble de droits, les gouvernements du monde entier ont un grand défi à relever. Les gouvernements, nous avons l'obligation non seulement de garantir l'accès à Internet, mais d'assurer le maintien ou le respect des droits fondamentaux des citoyens hommes et femmes. Et je répète. Les gouvernements, nous sommes responsables de veiller au respect des droits fondamentaux des individus.

Il y a quelques minutes, lors de la conférence d'ouverture de l'ICANN, nous avons parlé des bénéfices, des avantages que nous permet le monde connecté. Mais à la fois cette hyperconnectivité, son utilisation ouvre la porte à de possibles conflits, des abus, délits et inégalités. Le bilan final entre les bénéfices et les préjudices pour notre société va dépendre de la sagesse des gouvernements lors de la conception des cadres de réglementation que nécessite ce nouveau monde. Un monde digital a besoin de normes, mais l'objectif ultime doit être celui de garantir les droits fondamentaux de nos citoyens.

En Espagne, nous travaillons pour régler la protection des données à caractère personnel, la vie privée, la réutilisation des informations publiques, la sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union européenne, la libre circulation des données non personnelles ou la promotion de l'équité, la transparence pour les utilisateurs, entreprises des services l'intermédiation en ligne.

Pour résumer, les gouvernements, ne nous pouvons pas rester à l'écart de la gouvernance de l'Internet. Il nous faut des politiques

publiques dans l'écosystème pour créer un environnement et un cadre de gouvernance propices à l'innovation. Nous devons également créer des politiques publiques pour réduire les inégalités et les brèches sociales, pour retenir et développer le talent des femmes, pour faciliter l'investissement et pour faciliter que les startups puissent démarrer.

En Espagne, comme je vous l'ai dit avant, ces politiques ont un nom. C'est la stratégie « Espagne, nation d'entrepreneurs ». À travers cette stratégie qui a été annoncée par le président du gouvernement, nous avons encouragé la croissance économique et technologique, car celui a généré un impact transversal important pour l'économie. L'objectif de ce plan est de faire en sorte que l'Espagne devienne la prochaine nation entrepreneur, mais non pas à n'importe quel prix. Nous voulons que cette digitalisation contribue à créer plus d'emplois, plus entreprises et plus de croissance partagée et plus de richesses partagées, et que cette croissance soit durable. Nous ne voulons laisser personne de côté.

Je l'ai dit pendant la séance d'ouverture et je le répète. Pour le gouvernement de l'Espagne, la réussite de notre stratégie se traduira dans une société plus cohésive.

Et pour finir, je tiens à féliciter l'ICANN pour l'organisation de cette journée, car les quatre séances de cette réunion de haut niveau abordent une grande partie des préoccupations et des inquiétudes des gouvernements. Nous tous, hommes et femmes, en matière de digitalisation, tous les pays ici représentés, nous avons entre nos

mains la responsabilité de créer une responsabilité plus forte et plus résiliente, capable de répondre aux incertitudes et aux crises économiques. Il faut profiter de cette occasion qui se présente à nous. Il ne faut pas que l'on regarde en arrière dans 10 ans et souhaiter avoir fait les choses autrement. Il faut diffuser le message selon lequel un monde plus prospère, juste et équitable est possible grâce à la digitalisation. Nous pouvons commencer dès aujourd'hui dans cette réunion gouvernementale à l'ICANN 63.

Je vous souhaite un bon travail et j'espère que votre travail portera des fruits et je vous souhaite un excellent séjour en Espagne, dans la belle ville de Barcelone. Merci beaucoup.

BRAD WHITE : Je vous présente maintenant le président et directeur général de l'ICANN, Goran Marby.

GORAN MARBY : Bonjour et bienvenue à cette quatrième réunion de haut niveau des représentants des gouvernements de l'ICANN. C'est ma deuxième. Je sais que pour beaucoup vous êtes venus de très loin en dépit de vos nombreuses activités pour vous joindre à nous pour cette réunion qui je l'espère sera très productive. J'aimerais remercier le gouvernement de l'Espagne qui a organisé la réunion et qui nous accueille aujourd'hui. J'aimerais également remercier le secrétaire d'État de l'Espagne Francisco Polo, le secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications Houlin Zhao, le commissaire

pour l'infrastructure et l'énergie à la Commission de l'Union africaine, et également le président du Comité consultatif gouvernemental Manal Ismaïl qui est avec moi.

Je me réjouis d'avance des discussions très utiles qui ressortiront de notre ordre du jour.

L'objectif de cette réunion est de nous retrouver et de réaffirmer le rôle important des gouvernements au sein de l'ICANN, qui est donc de définir les politiques. Les gouvernements ont un rôle très important au sein de l'ICANN. La réunion précédente de ce type a eu lieu à Marrakech lors de la 55^e réunion publique et seulement six mois avant la transition historique du rôle de supervision d'IANA. C'était il y a deux ans seulement, et pourtant les choses ont énormément changé. Notre monde évolue et change et nous sommes là pour nous assurer que le système des identificateurs uniques continue de fonctionner comme prévu. Que ce soit dans les intenses discussions sur les conséquences du règlement général sur la protection des données ou l'avenir du système WHOIS et autres systèmes de l'écosystème de l'Internet, notre communauté trouvera la meilleure voie vers l'avenir.

Vous nous avez fourni des points de vue très utiles et nous apprécions énormément vos contributions. Mais en même temps, l'organisation ICANN a fait de nombreux progrès. Nous devons découvrir de nouveaux moyens d'améliorer notre transparence et nos responsabilités surtout dans les domaines de la mise au point de notre budget et de notre plan stratégique. En tant que président-directeur général, ma responsabilité est de m'assurer que l'organisation reste

fidèle à sa mission et qu'elle agit dans le meilleur intérêt de la communauté et du DNS. Je suis confiant. Le travail que nous avons effectué me permet d'assumer cette responsabilité.

L'ICANN n'existe pas dans une bulle ; nous ne sommes qu'un morceau d'un puzzle plus large qui est l'écosystème de la gouvernance de l'Internet. Vous avez l'IETF, les RIR, l'ISOC, les opérateurs d'extensions géographiques. Notre mission est claire et nous n'avons pas pour objectif d'élargir notre mandat et notre impact. Et il est important de ne jamais perdre de vue ce qui se passe autour de nous.

Tout comme pour le RGPD, d'autres initiatives de loi de bonne intention en ce qui concerne la protection des données et le respect de la vie privée sont mises au point dans le monde entier, chacune avec des implications sur la mission de l'ICANN. Nous espérons pouvoir continuer de collaborer ensemble pour préserver la nature de l'Internet, ressource unique et interconnectée, pour le bien de tous, en évitant la fragmentation du DNS, qui pourrait découler si les lois et les réglementations nationales se multiplient et se contredisent.

Profitons donc de cette opportunité critique. S'il y a un impact sur le DNS, vous savez que votre population ne pourra plus se connecter à l'Internet, sur cette ressource qui est extraordinaire. Profitons donc de cette opportunité critique pour parler des nouvelles technologies et des parties commerciales ainsi que de l'impact qu'elles peuvent avoir sur le fonctionnement de l'Internet et du DNS et sur l'ICANN.

J'ai toujours été féru de technologies et je suis donc fasciné par l'évolution de la technologie. Mais en tant que PDG, je souhaite savoir

ce que signifiera cette évolution pour l'avenir de l'ICANN et pour sa mission dans l'écosystème de l'Internet.

Par ailleurs, nous nous retrouvons à un moment historique puisque, ce mois-ci, nous fêtons le vingtième anniversaire de l'ICANN. Profitons de cette opportunité pour prendre le temps non seulement de revenir sur ce qui a été effectué depuis 1998, mais également pour contempler les réussites et les importantes étapes des 20 années à venir. Si vous regardez un petit peu les 20 années passées, nous avons changé le monde en connectant les gens dans un seul réseau interconnecté. Et il y a certaines évolutions. Lorsque j'ai expliqué que quand j'avais 35 ans à mes enfants il n'y avait pas d'Internet, ils me disent « Mais ce n'est pas vrai, papa. Tu es très vieux ».

Donc l'environnement technique, commercial et politique dans lequel nous sommes continuera d'évoluer ; cela ne fait aucun doute. Mais de toute évidence, il faut que notre engagement par rapport aux internautes reste ferme. Ensemble, nous devons fournir ce service au monde entier.

Encore une fois, je souhaite remercier les divers gouvernements et organisations intergouvernementales qui sont avec nous aujourd'hui. Je souhaite remercier les ministres, vice-ministres, représentants d'organismes de réglementation, chefs d'agence et de délégation qui sont présents aujourd'hui. Nous continuons votre support continu pour le modèle multipartite. L'ICANN est vraiment appréciée. Je me réjouis d'avance de pouvoir au cours des jours à venir vous rencontrer et discuter avec vous tous. Merci beaucoup.

processus de négociation pour développer une proposition de transition de la supervision des fonctions de l'IANA et renforcer la responsabilité de l'ICANN. Les participants ont insisté à ce que la solution proposée préserve, entre autres, les intérêts légitimes des gouvernements et garantisse une gestion commune des ressources.

Les trois précédentes réunions gouvernementales de haut niveau du GAC ont ainsi bien confirmé que le monde du multilatéralisme incarné par le GAC peut fonctionner au sein du concept multipartite défendu par la majorité de la communauté de l'ICANN.

Le grand débat sur la transition de l'IANA est maintenant terminé, mais cela ne signifie pas que le travail est achevé et les défis tous réalisés. Il est important de veiller à sauvegarder le travail accompli à ce jour par le monde multipartite de l'ICANN. Aussi, certaines pratiques au sein du modèle multipartite de l'ICANN n'aident pas à développer l'écosystème du DNS et de l'Internet au niveau des pays en développement et moins développés, notamment en Afrique. La contrepartie financière pour la délégation d'un nom de domaines de haut niveau reste très élevée et constitue une barrière d'accès pour les acteurs d'éthique qui sont dans la majorité des TPE et des toutes petites entreprises et des petites et moyennes industries. Les procédures d'attribution des DNS de haut niveau se basent uniquement sur la langue anglaise, bien que les statuts de l'ICANN reconnaissent la diversité comme principe fondamental du modèle multipartite.

En partant de ce constat, je me permets de lancer un appel à l'ensemble de la communauté pour réfléchir à des solutions pour ces questions primordiales pour assurer une meilleure pérennité du modèle ICANN.

Mesdames et Messieurs, le GAC en tant que plate-forme multilatérale a contribué depuis sa création en 1999 au débat sur les politiques et la gouvernance de l'Internet. Le GAC attire de plus en plus de nouveaux membres et compte actuellement 177 gouvernements, soit plus de 27 nouveaux membres depuis la réunion de Marrakech, sans oublier les 36 membres observateurs parmi les organisations internationales ou régionales.

La communauté de l'ICANN collabore de manière transversale pour réellement construire une ressource qui ne comprend ni frontières ni lignes verticales. Nous faisons partie du dialogue multipartite qui nous engage et nous séduit. Notre rôle à l'ICANN est essentiel ; sans ce rôle, il n'y aura pas communauté multipartite.

Le Royaume du Maroc partage les attentes et les inquiétudes des différents gouvernements qui forment le GAC et leur souci pour l'intérêt public pour que cet intérêt soit pris en compte dans le cadre des processus établis au sein de l'ICANN pour développer la politique publique pour une partie importante de la gouvernance de l'Internet. Nous sommes convaincus que ces réunions sont importantes pour le renforcement de la compréhension collective de l'ICANN ainsi que des diverses questions de politique publique liées au rôle stratégique de cette organisation. Les discussions du GAC sur la politique publique

des nouveaux gTLD, le renforcement de la responsabilité du modèle multipartite de l'ICANN, la conformité de l'ICANN aux contraintes juridiques et réglementaires liées à la protection de l'utilisateur et à la sécurité des biens communs ainsi que d'autres processus liés à la gouvernance de la gestion des ressources d'Internet constituent des questions importantes et visent à contribuer, à améliorer la stabilité et la sécurité du système noyau de l'Internet mondial et un des supports incontournables de la digitalisation à venir et de l'intégration socio-économique dans plusieurs nations.

Le Maroc est heureux de constater les progrès importants accomplis sur le rôle du GAC au sein de l'ICANN. Pour ma part, je suis convaincu de la capacité du GAC à maintenir son engagement à tous les niveaux dans les processus de l'ICANN. J'encourage donc le GAC à poursuivre ses efforts dans ce sens et je le félicite de continuer à collaborer avec les différents gouvernements pour parvenir à des solutions concertées.

Je veux saisir cette opportunité pour dire merci à Monsieur Goran, président de l'ICANN, pour le travail que vous et votre équipe avez réalisé, je vous invite et je vous souhaite la bienvenue à la prochaine réunion à Marrakech en juin 2019. Merci beaucoup, Mesdames et Messieurs.

BRAD WHITE :

Merci M. Hassibi, et j'aimerais maintenant vous présenter le président du GAC, Manal Ismaïl.

MANAL ISMAÏL :

Bonjour à tous. Monsieur Francisco Polo, secrétaire d'État aux progrès numériques du ministère de l'Espagne, Monsieur Goran Marby, président et PDG de l'ICANN, Monsieur Az-El-Arabe Hassibi, directeur général de l'agence de réglementation de la télécommunication du Maroc, chers ministres, mesdames et messieurs, c'est un plaisir pour moi de vous donner la bienvenue à cette quatrième édition de la réunion gouvernementale de haut niveau qui est tenue en même temps que l'ICANN 63 grâce à la générosité du gouvernement de l'Espagne.

Cette réunion coïncide avec le vingtième anniversaire de l'ICANN et est organisée par le GAC, l'ICANN et le gouvernement d'Espagne. La réunion de haut niveau gouvernementale est un exemple de la transparence et les recommandations qui ont été faites au sein de l'ICANN qui a recommandé donc ce type de réunion pour renforcer la contribution des gouvernements. Ces réunions se tiennent une fois tous les deux ans.

La première réunion gouvernementale a été tenue à Toronto en 2012. Elle a été suivie par deux autres réunions: Londres en 2014 et Marrakech, comme nous avons déjà entendu, en 2016. Aujourd'hui la quatrième édition de cette réunion à Barcelone avec les objectifs de renforcer le rôle majeur qu'ont les gouvernements dans l'ICANN. Il nous donne l'occasion de discuter les sujets brûlants en matière de politiques publiques entre les gouvernements et entre les gouvernements et les dirigeants de l'ICANN.

Cette réunion est aussi l'occasion pour les gouvernements d'en savoir plus sur l'ICANN et sa communauté et l'occasion pour l'ICANN d'en savoir plus sur les gouvernements, sur leurs inquiétudes et leurs agendas.

Ces réunions sont importantes pour le GAC dans la mesure où elles jouent un rôle crucial, le rôle de faire en sorte que le travail du GAC soit porté à l'attention des fonctionnaires des différents pays et territoires et le fait de faire en sorte que l'on puisse attirer les gouvernements qui ne sont pas encore présents au GAC. Il est très encourageant de savoir que nous avons 120 délégations et organisations intergouvernementales qui sont ici présentes à cette réunion. Nous sommes en train d'établir de nouveaux records à Barcelone.

Sans aucun doute, cela démontre l'importance du travail des gouvernements au sein de l'ICANN ainsi que le travail de l'ICANN pour les gouvernements.

Messieurs dames, il y a 20 ans, en septembre 1998, l'ICANN a été créée. Quelque mois après, lors de la première réunion de l'ICANN à Singapour en mars 1999, le GAC a été créé en tant que comité consultatif de l'ICANN pour introduire le rôle des gouvernements dans le modèle multipartite. Depuis, le GAC a représenté la voix des gouvernements, des organisations intergouvernementales dans la structure multipartite. C'est une plate-forme où les gouvernements peuvent partager leur point de vue et travailler de concert pour essayer de trouver un avis consensuel à adresser au Conseil d'administration de l'ICANN.

Comme vous le savez, nous conseillons le Conseil d'administration de l'ICANN sur des questions relatives aux politiques publiques qui sont en lien avec le mandat de l'ICANN, notamment lorsqu'il peut y avoir une interaction entre les activités ou politiques de l'ICANN et les lois nationales ou les réglementations internationales.

Si on regarde ces vingt dernières années, nous pouvons nous sentir fiers de nos réalisations, les réalisations du GAC sous la présidence des différents présidents, l'Australie, la Suisse, le Canada. Ce GAC qui s'est beaucoup développé et qui est passé de 20 membres observateurs à sa première réunion à 170 membres et 36 observateurs aujourd'hui ; cette croissance n'aurait pas été possible si nous n'avions pas été ouverts, transparents et inclusifs. Personnellement, j'ai participé au GAC depuis ses débuts dans différents rôles, en représentant mon propre pays, en tant que vice-présidente, et maintenant en tant que président du GAC. Et je dois avouer que ça a été une expérience très enrichissante de soutenir l'évolution du GAC au fil des années pour passer de réunions à huis clos à des réunions complètement ouvertes ou passer des réunions qui étaient seulement en anglais à des réunions où il y a l'interprétation simultanée dans les six langues de l'ONU plus portugais, avec des transcriptions et une diffusion en direct des réunions. Les modalités de travail ont changé. Le GAC travaille maintenant avec les autres unités constitutives et contribue aux efforts d'élaboration de politiques de l'ICANN.

Messieurs dames, au fil de cette évolution, au fil de ces 20 dernières années, le GAC a fait partie du modèle multipartite de l'ICANN basé sur le consensus pour l'élaboration de politiques. Le GAC a fait partie de

projets qui ont marqué des jalons pour l'ICANN, à savoir l'introduction des noms de domaine internationalisés, l'introduction des noms de domaine génériques, la transition du rôle de l'IANA à la communauté multipartite et la création de la communauté habilitée dont fait partie le GAC en tant que participant décideur.

Le GAC travaille dur pour essayer de suivre le rythme de travail de cette communauté dynamique et pour dégager des consensus malgré les différentes priorités nationales et les différents intérêts de ses membres et observateurs. Arriver à des consensus peut être difficile, peut prendre du temps, mais finalement il est important pour le GAC d'arriver à ce consensus pour que son avis soit dûment considéré par le Conseil d'administration de l'ICANN. Le GAC est rattaché au succès et à l'avenir de l'ICANN et à sa communauté depuis l'université jusqu'à la société civile. Ils vont tous bénéficier de la nature unique de l'ICANN tout en respectant les différents intérêts et les différentes méthodes de travail. Nous essayons de collaborer pour travailler sur des agendas uniques et améliorer les processus d'élaboration de politiques.

Ce travail en coopération n'est pas sans difficulté, mais on arrive toujours à trouver l'équilibre nécessaire. Nous essayons donc de respecter les lois nationales. Comment faire pour respecter les lois nationales tout en respectant les différents intérêts ? Comment pouvoir répondre à la nécessité de respecter la vie privée tout en renforçant nos capacités à combattre le cyberdélit ? Comment assurer l'inclusion et comment garantir la sécurité de l'Internet tout en le préservant, tout en préservant son ouverture pour l'innovation ?

Chers délégués, chers collègues, l'Internet s'est développé au fil de ces décennies. L'Internet comme on le connaît aujourd'hui est assez jeune et s'est développé dans une période très courte de temps. En 2000, l'Internet a commencé à être utilisé pour partager des informations pour les loisirs. L'Internet a commencé donc à attirer l'attention des hommes politiques, des régulateurs du monde entier, car il est de plus important notamment en tant que partie fondamentale de l'infrastructure des nations au fil de ces années. Différentes forces politiques commencent à façonner la forme de l'Internet en faisant passer le dialogue de la partie technique à la partie politique qui commence à être une priorité dans les agendas nationaux. Nous passons à la création de nouvelles lois pour régler l'écosystème digital et ses frontières. Nous essayons d'harmoniser les structures gouvernementales de ces infrastructures globales et cela est un sujet de plus en plus brûlant.

Pendant cette réunion d'aujourd'hui, ces questions seront abordées du point de vue de l'ICANN, le rôle critique des gouvernements après la transition IANA, les défis dans l'écosystème du DNS, cybersécurité, vie privée, importance des lois internationales et nationales sur la structure sans frontières de l'Internet, l'impact de l'évolution technique de l'Internet sur l'ICANN et finalement un dialogue sur l'agenda numérique dans les politiques Internet.

Messieurs dames, nous avons un agenda très chargé. À la fin de cette réunion, nous allons donc élaborer un rapport pour capturer les principales discussions que nous aurons aujourd'hui.

Pour conclure, permettez-moi en mon propre nom, au nom des vice-présidents du GAC et au nom de tous les membres du GAC, permettez-moi de vous souhaiter des délibérations intéressantes et une très intéressante et réussie réunion de haut niveau intergouvernementale.

BRAD WHITE : Merci, Manal.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]